

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



dimanche 14 juillet 2013

John Kiriakou : "J'ai appris qu'ils sont tous corrompus" (Information Clearing House)

Thomas Hedges

Le donneur d'alerte et ancien de la CIA John Kiriakou, en prison, a quelques conseils pour Snowden - et un avertissement pour le reste d'entre nous.

John Kiriakou, l'ancien agent de la CIA qui a dénoncé le programme de torture de Bush et qui est maintenant en prison, a envoyé une lettre ouverte à Edward Snowden la semaine dernière, l'avertissant de ne pas faire confiance au FBI.

« NE PAS », a écrit Kiriakou, « et en aucun cas, coopérer avec le FBI. Les agents du FBI vont vous mentir, vous tromper et vous manipuler. Ils vont tordre les mots et jouer sur votre patriotisme pour vous piéger. Ils feront semblant d'être des gens qu'ils ne sont pas - partisans, sympathisants et amis - tout en portant des fils pour enregistrer vos déclarations hors contexte pour les utiliser contre vous. Le FBI est l'ennemi, il fait partie du problème, pas de la solution ».

Ce sont là les paroles d'un Républicain déclaré qui a voté pour Gary Johnson, dont le Fonds Rosenberg pour les enfants a refusé une subvention, l'informant qu'il n'était pas « assez progressiste », dit Kiriakou - et qui l'an dernier a reçu une carte d'anniversaire de la part de Jerry Falwell Jr.

Kiriakou est le premier vétéran de la CIA à être emprisonné. C'est après avoir dénoncé le programme de torture de Bush que la CIA, le FBI et le ministère de la Justice lui sont tombés dessus, dans un premier temps en l'accusant d'avoir aidé l'ennemi pour ensuite le faire condamner pour avoir divulgué l'identité de collègues infiltrés de la CIA.

Le FBI a perquisitionné sa maison dans le processus. Ils ont confisqué ses ordinateurs. Ils ont également confisqué ses photos de famille parce que, disaient-ils, elles pouvaient contenir des messages codés.

« Je ne me suis pas lancé là-dedans avec l'idée que j'allais être un donneur d'alerte », a dit Kiriakou à *Salon* au mois de décembre, deux mois avant d'être envoyé dans une prison à Loretto, Pennsylvanie, pour purger une peine de 30 mois.

J'ai interrogé Kiriakou à l'époque pendant environ une heure et demi, quelques mois avant qu'il soit envoyé en prison, et j'attendais pour la publier

qu'il soit en train de purger sa peine. L'idée pour moi était de décrire la pente de sa descente - son trajectoire de la puissance à l'impuissance.

« D'une manière bizarre et détournée, » m'a-t-il à l'époque, « le ministère de la Justice, le FBI et la CIA ont fait de moi le mec anti-torture, ce que je n'avais jamais cherché à être... Mais au fil des années », et malgré les intentions initiales, « mes sentiments sont devenus de plus en plus affirmés » contre la torture, « que la torture n'est jamais justifiable, en aucun cas »

Recruté par la CIA pendant ses études supérieures, Kiriakou a passé la majeure partie de sa vie au sein du système, menant des raids, en tant que chef des opérations de contre-terrorisme, contre les hauts responsables d'Al-Qaïda au Pakistan, y compris le raid dans lequel Abu Zubaydah a été capturé.

Il avait déclaré dans une interview à ABC de Brian Ross que les membres d'Al-Qaïda « nous haïssent plus qu'ils n'aiment la vie », qu'ils voulaient tuer tous les Américains et tous les Juifs parce que, disait-il, c'est dans leur nature.

Ce fut aussi l'interview dans laquelle Kiriakou a sérieusement contrarié le Pouvoir, devenant ainsi le dénonciateur qu'il n'avait jamais cherché à être. Il était dans l'émission de Ross pour se défendre contre les accusations selon lesquelles il avait personnellement torturé Zubaydah. Mais ce qu'il ne savait pas était que la torture en tant que politique d'État n'avait jamais été officiellement confirmée, même si tout le monde à Washington était au courant.

Cinq ans auparavant, en 2002, Kiriakou n'avait jamais entendu parler de « techniques d'interrogatoire renforcées. » Il venait de quitter la Grèce où il effectuait des missions de lutte contre le terrorisme quand la CIA a décidé de le déplacer vers un autre bureau au Pakistan. Dans l'intervalle, un collègue de la CIA l'a approché et lui a dit qu'ils allaient utiliser certaines de ces techniques d'interrogatoire sur Zubaydah.

« Je n'avais jamais entendu parler de *waterboarding* », a déclaré Kiriakou. « Alors [l'officier CIA] m'a expliqué qu'il s'agissait de simuler la noyade et qu'on allait le soumettre pendant neuf, dix jours d'affilée, et qu'on allait l'enfermer dans une cage à chien, et - [Zubaydah] avait une phobie des insectes – on allait mettre des cafards dans la cage. J'ai dit que je ne voulais pas être mêlé à ça. »

Kiriakou était choqué par la proposition. Il a consulté un officier supérieur de l'Agence qui l'a qualifié de « torture », a déclaré Kiriakou, puis lui a dit « que c'était une pente glissante, que quelqu'un allait mourir et qu'il y aurait une enquête du Congrès. C'est ce que vous voulez ? » m'a demandé l'officier. « J'ai dit « non ». »

L'officier niera plus tard cette conversation.

Kiriakou et d'autres agents ont été informés que la CIA employait rarement ces techniques d'interrogatoire. En interne, il avait été dit que Zubaydah avait été « waterboardé » une seule fois. Ce n'est qu'au printemps de 2009, cinq ans après avoir quitté l'agence, que Kiriakou a découvert que c'était un mensonge. Zubaydah, en fait, avait été *waterboardé* 83 fois selon le rapport de l'inspecteur général. Ils l'avaient torturé avant d'obtenir l'autorisation légale, « dans l'attente d'obtenir l'autorisation », a déclaré Kiriakou.

« Ce fut une opération de couverture », a déclaré Kiriakou. « J'ai appris que tout le monde est corrompu. »

Cet incident, plus tous ses déplacements professionnels, ont fini par lasser Kiriakou et en 2004, il a démissionné de son poste.

« J'ai démissionné pour passer plus de temps avec mes enfants », a-t-il.
« J'étais fatigué d'aller à Bagdad, à Kaboul, au Yémen. »

Kiriakou a travaillé ensuite comme consultant pour l'un des plus grands cabinets comptables, Deloitte, avant d'être employé par le journal télévisé d'ABC comme expert en terrorisme. Avec la disparition de son habilitation de sécurité, il a fini par perdre ses contacts - jusqu'à ce qu'il reçoive un coup de fil de Brian Ross.

« J'étais parti depuis presque quatre ans à l'époque », a déclaré Kiriakou.
« J'avais cessé de prêter attention à ce genre de choses. J'étais vaguement au courant que Human Rights Watch avait rapporté que des prisonniers avaient été torturés par *waterboarding* et qu'Amnesty en parlait. »

Il est vrai que le public était au courant. Mais Kiriakou avait été trop loin lorsqu'il a détaillé la procédure d'approbation des tortures. Bush avait défendu l'administration en disant que tout cas de torture avait été l'oeuvre d'un fonctionnaire indélicat.

« J'ai dit non, non, non. Tout cela avait reçu l'aval du Président. », a dit Kiriakou. « Et pas seulement du président mais de Condoleezza Rice, comme conseillère à la sécurité nationale, de John Ashcroft comme Ministre de la Justice, de George Tenet comme directeur de la CIA et d'environ une douzaine d'avocats du Conseil de Sécurité Nationale.

« Ce n'était pas que Tenet avait un jour signé un papier et qu'à partir de là ils ont pu se lancer dans les tortures », a déclaré Kiriakou. « A chaque fois qu'ils voulaient torturer quelqu'un, ils devaient obtenir une signature [du directeur de la CIA] ».

« C'est comme ça que je l'ai confirmé, » m'a-t-il dit « confirmé que la torture était une politique d'Etat et à partir de là ma vie a basculé. »

La CIA a rapidement déposé un rapport pour crimes auprès du ministère de la Justice contre Kiriakou pour avoir divulgué des informations top-secrets dans son interview avec ABC. « Je l'ai appris par CNN, » dit-il.

Le ministère de la Justice a fini par rejeter les accusations parce que l'information, a-t-il déclaré, était déjà de notoriété publique. Kiriakou était soulagé.

« Nous avons appris plus tard, » m'a dit Kiriakou, « que chaque fois que je m'exprimais publiquement, chaque fois que j'allais dans une émission de télévision, chaque fois que j'écrivais un article » - dont un qui est paru dans le Los Angeles Times en 2008, et pour lequel sa femme a été convoquée et interrogée (il s'avère que l'information "top-secret" que la CIA accusait la femme de Kiriakou d'avoir donnée à son mari avait été publiée sur le site de ministère des Affaires étrangères de la Bolivie) - l'Agence « déposait un dossier contre moi, bien que j'avais reçu l'autorisation d'en parler. »

La CIA n'a jamais été préoccupée par la protection d'informations classifiées. Si cela avait été le cas, l'agence aurait notifié Kiriakou chaque fois qu'un rapport était déposé contre lui lorsqu'il parlait du programme de torture pour l'empêcher d'en parler. Au lieu de cela, ils l'ont encouragé de le faire jusqu'à ce que, au cours d'une entrevue ou d'un article, il dérape et dise quelque chose qu'ils pouvaient utiliser contre lui. Ce ne sont pas des informations classifiées qu'ils visaient. C'était lui.

En 2009, Kiriakou a pris le poste d'enquêteur principal au sein de la Commission des relations étrangères du Sénat sous John Kerry. Son travail consistait à enquêter sur le gaspillage, la fraude, l'abus et l'illégalité et il se pencha sur l'affaire du massacre de Dasht-i-Leili de 2001, dans lequel un chef de guerre soutenu par les Américains avait été responsable de la mort de centaines, voire de milliers, de soldats talibans quand il a ordonné qu'ils soient entassés dans des conteneurs métalliques, puis chargés sur des camions à destination de la prison de Shibarghan, en Afghanistan.

Une source avait dit à Kiriakou que des Américains portant des T-shirts et des jeans avaient supervisé le chargement de prisonniers.

« Je voulais savoir », a déclaré Kiriakou, « si ces gars-là étaient des officiers de la CIA. Si non, qui étaient-ils ? Étaient-ils du ministère de la Défense ? Étaient-ils des sous-traitants ? Qui étaient ces gens ? Et pourquoi n'ont-ils rien fait pour l'empêcher ? »

« J'ai interrogé tout le monde », a déclaré Kiriakou. « J'ai interviewé Larry Wilkerson, le chef de cabinet de Colin Powell et Karl Ford, le secrétaire adjoint, Pierre Prosper, le rapporteur spécial pour les droits de l'homme. J'ai appelé Colin Powell. »

Six semaines plus tard, Kiriakou a reçu un appel téléphonique de John Kerry

lui demandant s'il enquêtait sur la CIA.

« J'ai dit, "Oui, je le suis." » [Il a dit] : « Je veux que vous arrêtez tout de suite. » J'ai dit : « Mais nous avons une affaire ici. Il s'agit d'une situation grave. » « Je veux que vous arrêtez tout de suite, » a répété Kerry. « Alors j'ai arrêté. »

Perturbé, Kiriakou est passé à une autre enquête portant sur une violation de l'accord de couverture entre la CIA et le Département d'Etat. Il a écrit une lettre à la CIA pour demander pourquoi une femme qui faisait partie de la CIA depuis plus de 25 ans figurait sur la liste des « nouvelles recrues » du Département d'Etat et se voyait affectée pour la première fois à une opération d'infiltration.

« Quelque temps a passé, » a dit Kiriakou, « et puis un collègue est entré dans mon bureau et a dit : « Tu as une lettre de réponse de l'agence ». J'ai dit « je n'ai pas vu de lettre. » Il a dit « Ils l'ont classé top-secret » et je n'avais pas l'habilitation requise. J'ai dit, « Que dit la lettre ? ». Il me dit : « Elle dit va te faire foutre. »

Le harcèlement a continué. À l'été de 2010, Kiriakou était en train de déjeuner avec un diplomate étranger qui a proposé de l'embaucher comme espion. Le diplomate a offert de le payer en espèces s'il pouvait fournir des informations sur les stratégies commerciales américaines.

Kiriakou a refusé la transaction et a signalé l'incident au Bureau de la sécurité du Sénat. Le FBI lui a conseillé de rester en contact avec le diplomate et de lui faire savoir qu'il allait réfléchir à l'offre. Kiriakou a rencontré le diplomate cinq ou six fois, dit-il, avant d'apprendre qu'il était un agent du FBI et qu'il avait tenté d'obtenir des déclarations de Kiriakou qui pouvaient l'incriminer.

« Il essayait de me faire dire quelque chose pour me piéger », a-t-il dit. « Je n'ai pas mordu à l'hameçon. »

Finalement, la CIA et le FBI ont renoncé, non pas à Kiriakou mais à l'accuser uniquement d'espionnage. Au cours des deux années qui ont suivi l'incident avec le diplomate étranger, les agences ont monté un dossier contre Kiriakou qui l'accusait d'avoir enfreint la Loi sur la protection des identités des services renseignement, une loi qui n'avait pas été appliquée depuis 27 ans.

Kiriakou fut accusé en janvier 2012 pour finalement être inculpé en avril, perdant ainsi son poste à la Commission des relations étrangères du Sénat et la pension de retraite qui va avec. En Septembre, le tribunal de district pour le district Est de Virginie a fermé ses portes au public en raison de nombreux témoignages, a-t-il dit, qui contenaient des informations classifiées.

Kiriakou a finalement plaidé coupable à une accusation, celle d'avoir enfreint la loi sur la révélation d'identités. Dans sa plainte, le ministère de la Justice a suggéré que Kiriakou avait mis des agents de la CIA en danger quand il a révélé leurs noms au *New York Times*, pour qui il était une source.

« Pendant toute la durée de cette affaire, je pensais que j'allais gagner puis j'ai perdu », a dit Kiriakou.

« J'ai dû trouver quelque-chose à raconter à mes enfants », dit-il. « Je leur ai dit, « Vous savez que ça fait un an que je suis en lutte contre le FBI. Eh bien, j'ai perdu. Et pour ma punition, je dois aller en Pennsylvanie et enseigner à des méchants comment obtenir leur diplôme d'études secondaires. » Mon fils de 8 ans a commencé à pleurer. J'ai dit : « Vous pourrez venir me voir quand vous voudrez. Je vous appellerai tous les jours. »

« Mais un gamin de 8 ans a besoin de son père. C'est l'âge où il veut camper dans la jardin et aller à la pêche ».

Kiriakou a publié trois lettres depuis son arrivée à la prison de Loretto, y compris celle pour Edward Snowden. Les autres lettres racontent la vie quotidienne en prison.

Kiriakou explique qu'un gardien a déjà essayé de l'opposer à un prisonnier musulman qui, dit Kiriakou, est l'oncle de l'auteur de l'attentat de Times Square. De son côté, le prisonnier musulman s'était entendu dire que Kiriakou venait de recevoir un ordre de Washington de le tuer, parce qu'il faisait partie de la famille d'un terroriste.

« Il s'avère que c'est un Kurde irakien de Buffalo, NY », écrit Kiriakou. « Il était l'imam d'une mosquée là-bas » et était en prison pour avoir refusé de témoigner contre ses paroissiens – les 7 de Lackawana. « Il n'avait rien à voir avec le terrorisme », dit-il. « Au contraire, nous sympathisons, nous échangeons les salutations en arabe et en anglais, et nous bavardons. »

Désormais, Kiriakou est régulièrement soumis à des abus. On lui a fait connaître l'opération « secouer le cocotier » qui consiste à ce que les gardiens « jettent partout tout ce que vous possédez .. Les gardiens peuvent nous traiter comme des sous-hommes » ici, écrit-il.

« Au début, je pensais que c'était une affaire personnelle », a dit Kiriakou en référence à son combat contre la CIA, le FBI et le ministère de la Justice, et que « j'avais irrité quelqu'un, qu'il y avait une vendetta personnelle contre moi. Mais comme le temps a passé, je suis arrivé à la conclusion que c'est institutionnel - il y a eu de nombreux changements de personnel depuis. Il n'y a presque plus personne encore à l'agence qui occupait une poste de direction à l'époque où j'y étais... ».

« L'agence déteste deux choses », finit-il par me dire. La première, « c'est lorsque vous démissionnez. ». La seconde, « c'est lorsque vous parlez à la presse ».

« Moi, j'ai fait les deux. Je ne faisais donc plus partie de la famille. »

Thomas Hedges

<http://www.informationclearinghouse.info/article35525.htm>

Traduction "les loups se mangent entre eux" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles

<http://www.legrandsoir.info/john-kiriakou-j-ai-appris-qu-ils-sont-tous-corrompus-information-clearing-house.html>